

M. Broadbent: Le premier ministre est vraiment à bout de ressources. Il a failli répondre à la question cependant. Cette fois je lui en donnerai acte. Deux mois et demi se sont écoulés, et il commence à y arriver. Peut-être finirons-nous par avoir une réponse.

LES PROPOSITIONS FISCALES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, la proposition qu'a présentée hier à la Chambre le ministre des Finances, à savoir que le gouvernement songeait à frapper tel ou tel programme social d'un impôt spécial, reviendrait à détruire simplement et complètement le principe de l'universalité et à adopter en douce l'évaluation des moyens de subsistance. Cela est absolument inacceptable pour tout bénéficiaire d'une pension ou d'allocations familiales au Canada et c'est une chose à laquelle s'opposent tous les Canadiens. Par conséquent, le premier ministre nous dira-t-il que, quelle que soit l'option que le gouvernement choisira à l'avenir, celui-ci ne frappera aucun programme social d'un impôt spécial?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Cette idée d'un impôt spécial a été avancée par la députée de Vancouver-Est et je vous dirai que nous ne souscrivons pas à ce programme proposé par le NPD et destiné à supprimer l'universalité des prestations sociales au Canada. C'est vous qui changez d'avis tous les deux jours. Voilà ce qui ne va pas chez les néodémocrates.

ON DEMANDE D'AUGMENTER LES IMPÔTS DES RICHES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Cette question pique manifestement à vif le premier ministre puisqu'il sent encore le besoin de tronquer la vérité.

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Trois coups et on vous expulse, Ed.

M. Broadbent: Il vient de dire que la députée de Vancouver-Est a préconisé une mesure que le gouvernement canadien envisage d'adopter. Ce que je dis au premier ministre, c'est que la députée de Vancouver-Est voudrait que le genre de revenu auquel elle faisait allusion soit considéré comme faisant partie du revenu...

M. le Président: Le député a-t-il une question supplémentaire à poser?

M. Broadbent: Monsieur le Président, comme le premier ministre s'est dit préoccupé par le fait que les riches ont des revenus trop élevés et comme il a promis durant la campagne électorale qu'il imposerait lourdement les riches, au lieu de gâcher le climat social et de plonger le pays dans la confusion au sujet des programmes sociaux...

Des voix: Règlement! La question.

M. le Président: Le député a-t-il une question?

Questions orales

M. Broadbent: Réalisera-t-il ce qu'il a promis et imposera-t-il dès maintenant une hausse d'impôt aux riches pour leur faire payer leur part?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable collègue ne donne pas un très bon numéro. Il est toujours meilleur quand il se fait moralisateur.

Une voix: Répondez à la question!

M. Gauthier: Regardez-moi qui parle!

M. Mulroney: Cela revient exactement à ce que disait le député hier.

M. Blackburn (Brant): Répondez à la question!

M. Mulroney: La question était: «Iriez-vous jusqu'à taxer les Canadiens à revenus élevés pour vous procurer plus d'argent?». Et la députée de Vancouver-Est a répondu: «Nous irions jusqu'à les taxer, et même jusqu'à reprendre leur pension de vieillesse par le biais du régime fiscal». Telle est la position du NPD, et telle est la position que nous rejetons dans les intérêts de...

M. Broadbent: Pure foutaise!

M. Nunziata: Nous voulons connaître votre position.

M. Broadbent: C'est de la foutaise et vous le savez.

M. Mulroney: Si nous souscrivions au principe défendu par le NPD, cela aurait pour effet de ruiner le principe de l'universalité que nous voulons préserver. Voilà la différence!

ON DEMANDE LA PUBLICATION DES LIVRES BLANCS

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, je pourrais ajouter que les Canadiens ne comprennent pas trop bien cette question parce que ce sont les ministres eux-mêmes qui ont brouillé la piste.

Si le premier ministre veut vraiment tenir un débat sur cette question, je lui propose la chose suivante. Voudrait-il demander à son leader parlementaire d'autoriser la tenue d'un débat d'urgence demain et, après entente avec son cabinet, voudrait-il publier demain matin les documents d'orientation en ce qui concerne les allocations familiales et la sécurité de la vieillesse, afin que les Canadiens puissent comprendre ce qu'on leur réserve?

Des voix: Bravo!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, voilà un exemple classique de la logique libérale.

M. Malépart: Oui ou non.

M. Mulroney: Ils réclament un débat d'urgence pour demain.

M. Chrétien: Aujourd'hui.

M. Gauthier: Pourquoi pas aujourd'hui?